



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor

**Europe centrale  
& pays baltes**

Veille régionale  
du pôle

# Développement durable

Octobre 2023

# Sommaire

---

<b>Focus – situation géopolitique .....</b>	<b>3</b>
<b>Secteur de l'énergie .....</b>	<b>3</b>
<b>Autres faits saillants .....</b>	<b>5</b>
POLOGNE .....	5
HONGRIE.....	9
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE .....	11
SLOVAQUIE.....	13
LITUANIE .....	16
LETONIE .....	17
ESTONIE .....	18
<b>Agenda.....</b>	<b>19</b>

# Focus – situation géopolitique

## Secteur de l'énergie

En réponse à l'instabilité géopolitique à leurs frontières et à la suite de l'agression russe en Ukraine, les pays de la région poursuivent la mise en œuvre de leurs stratégies de sécurisation énergétique.

### Développement des interconnexions électriques et gazières

**La Lituanie et la Pologne envisagent une interconnexion électrique sur terre.** Le 13 novembre, l'opérateur du réseau électrique lituanien, Litgrid, a annoncé être en discussion avec sa contrepartie polonaise, PSE, pour déterminer le tracé à terre de l'interconnexion *Harmony Link*, qui devait initialement être installée en mer. Cette décision a été motivée par l'explosion du coût de l'option offshore, de 680 M€ à 1,6 Md€. Cette interconnexion de 700 MW et 330 km devrait être opérationnelle d'ici 2028. Toutefois, toute modification de ce projet financé en grande partie par les fonds européens doit encore être validée par la Commission européenne.

Plus au Nord, **les gestionnaires des réseaux de transport d'énergie électrique letton et estonien, « Augstsprieguma Tikls » et « Elering », ont signé un protocole d'entente sur le développement de la 4<sup>ème</sup> interconnexion électrique entre l'Estonie et la Lettonie.** Cette nouvelle connexion devrait être construite en mode hybride, c'est-à-dire qu'en plus de connecter les systèmes électriques des deux pays, il serait également possible d'y connecter des sources d'énergie renouvelables offshore et onshore. La connexion dont la capacité est estimée à 1000 MW devrait être achevée à l'horizon 2035.

Enfin, **la Hongrie a signé plusieurs accords énergétiques avec la Roumanie.** Le premier concerne la modernisation de l'interconnexion gazière entre les deux pays, dans le but de faciliter l'accès de la Hongrie au gaz que la Roumanie prévoit d'importer depuis la mer Noire. Le second concerne la construction d'un nouvel interconnecteur électrique entre les deux pays.

### Maîtrise des prix de l'énergie

**En Pologne, la modification de la loi sur le gel des prix de l'électricité en 2023** [qui réduit le tarif maximal pour les gouvernements locaux, les PME et les entités d'utilité publique de 785 PLN (178 €) à 693 PLN (157 €) par MWh] **est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre.** La loi augmente également les limites de consommation d'électricité dans le cadre du tarif gelé pour les ménages de 2000 à 3 000 kWh par an (de 2 600 à 3 600 kWh pour les ménages comprenant une personne handicapée et de 3000 à 4 000 kWh pour les détenteurs de la carte de famille nombreuse et les agriculteurs).

**Le gouvernement hongrois a provisionné le Fonds de compensation des factures énergétiques à hauteur de 202 Mds HUF (528 M€).** Depuis début 2023, la Hongrie a dépensé près de 900 Mds HUF (2,35 Mds€) en subventions des prix de l'énergie.

### Soutien polonais aux industries à forte intensité énergétique

**Le 6 octobre, la Commission européenne a approuvé le programme polonais de soutien aux industries à forte intensité énergétique, d'une valeur de de 5,5 Mds PLN (1,2 Mds€).** L'appel à candidatures s'est déroulé du 25 octobre au 8 novembre. Environ 3 000 entreprises des secteurs de l'exploitation minière et de la transformation industrielle étaient éligibles.

### Soutien lituanien au secteur énergétique ukrainien

**Le conseiller du président lituanien J. Niewierowicz a annoncé que la Lituanie était prête à apporter son soutien au secteur énergétique ukrainien cet hiver,** tout comme l'hiver précédent. À ce jour, la Lituanie a déjà fourni à l'Ukraine deux autotransformateurs électriques de grande puissance, 274 transformateurs et leurs accessoires, d'autres équipements pour

l'entretien du réseau électrique, plus d'un millier de générateurs, ainsi qu'une chaufferie mobile.

## Diversification des approvisionnements gaziers et pétroliers

**Le contrat entre Gazprom et la Hongrie est impacté par la Bulgarie qui a commencé à appliquer la taxe votée début octobre sur le gaz russe qui transite par son territoire.** Son montant est fixé à 20 Lev (10,2€) par MWh, soit environ un quart du prix du gaz russe. Toutes les entreprises qui utilisent les gazoducs bulgares doivent indiquer l'origine de leur gaz, et toutes celles qui n'ont pas fourni d'information ou n'ont pas pu prouver que leur gaz n'était pas russe ont reçu des demandes de versement de la taxe. Naturellement, Gazprom a reçu une telle demande et son contrat de long terme avec la Hongrie l'oblige à prendre en charge les différents coûts de transit. Il n'est cependant pas exclu que Gazprom cherche, d'une manière ou d'une autre, à reporter une partie de ces coûts sur ses clients.

**Fin octobre, le directeur de la société ukrainienne Naftogaz, M. Oleksiï Tchernichov, a déclaré qu'à partir 2025 le gaz russe ne transiterait plus via l'Ukraine.** Il s'agit de la fin du contrat avec Gazprom. Cette décision devrait impacter la Slovaquie car elle importe toujours le gaz russe via le territoire ukrainien. Depuis le début de la guerre, la Slovaquie a diversifié son approvisionnement en gaz. En effet, elle était entièrement dépendante des livraisons russes. Aujourd'hui, la principale société de gaz, la société publique SPP, déclare qu'elle est capable de couvrir la majorité de ses besoins par une autre source que russe.

**Enfin, selon le directeur général de la raffinerie Slovnaft, M. Oszkar Vilagi, son entreprise a réalisé des ajustements techniques pour être en mesure de traiter un autre pétrole que celui en provenance de la Russie.** En effet, Slovnaft avant l'agression russe en Ukraine ne raffinait que du pétrole lourd russe. Mi-novembre, la part du pétrole russe a baissé à 70 %, le reste provient d'autres sources via l'oléoduc Adria (en provenance de la Croatie). Afin de pouvoir traiter n'importe quel pétrole non-russe, le directeur général précise que la raffinerie doit réaliser d'autres ajustements techniques qui vont prendre 2 ans et coûteront au total 200 M€. Enfin M. Vilagi rappelle que son entreprise exporte actuellement 2/3 de sa production principalement vers la République tchèque. La part de marché de Slovnaft en Tchéquie s'élève d'après ses calculs à 20 %. Une partie des exportations pourrait être menacée par la fin des exemptions consenties pour les flux de produits pétroliers russes. En effet, Slovnaft bénéficie jusqu'au 5 décembre d'une exemption pour ses exportations vers la Tchéquie de produits raffinés à partir de matières premières russes.

## La Hongrie souhaite « maintenir sa coopération » énergétique avec la Russie

**Le Premier ministre Viktor Orbán s'est entretenu avec le président russe Vladimir Poutine, en marge d'un sommet sur les Nouvelles routes de la soie organisé en Chine.** Selon l'agence gouvernementale MTI, les deux dirigeants ont notamment évoqué « les approvisionnements en gaz et pétrole et l'énergie nucléaire » et le Premier ministre hongrois a rappelé son souhait que la Hongrie « maintienne sa coopération » avec la Russie.

**Gazprom a annoncé augmenter le volume de ses livraisons de gaz à destination de la Hongrie,** suite à l'entrevue entre Viktor Orbán et Vladimir Poutine. Selon le PDG de Gazprom Alexey Miller, la Hongrie a reçu, en 2023, 1,3 Mds m<sup>3</sup> de gaz en plus des quantités normalement prévues dans les contrats de long terme.

Par ailleurs, le ministre hongrois des Affaires étrangères a eu confirmation que la Roumanie continuerait d'accepter que le combustible nucléaire russe nécessaire à la centrale de Paks transite par son réseau ferroviaire.

# Autres faits saillants

## POLOGNE

### Nominations

Les résultats des élections parlementaires qui se sont tenues en Pologne le 15 octobre ont été les suivants : l'actuel parti au pouvoir, le PiS, et sa coalition de la Droite unie, restent en tête avec 35,38% des voix (194 sièges à la Diète), tandis que la Coalition civique recueille 30,70% (157 sièges), la Troisième voie 14,40 % (65 sièges) et la Gauche 8,61% (26 sièges). Ces trois partis pourront former ensemble un gouvernement. Le parti d'extrême-droite Konfederacja n'a recueilli finalement que 7,16% des voix (18 sièges). Le taux de participation a été de 74,38%, le plus haut de l'histoire des élections parlementaires en Pologne. Un nouveau gouvernement avec Donald Tusk en tant que Premier ministre pourrait se former vers la mi-décembre.

### Énergie

#### - *électricité/chaleur*

Selon les [recommandations](#) présentées par le think-tank Forum de l'énergie, le nouveau gouvernement devrait adopter une stratégie pour le secteur du chauffage dès que possible et augmenter les investissements dans la transformation de ce secteur clé.

#### - *gaz et pétrole*

Selon les données de l'Agence du marché de l'énergie (ARE), 6 Mt de carburants sont entrés en Pologne entre janvier et juillet de cette année, soit 26 % de plus que l'année précédente à la même période.

#### - *nucléaire*

Fin octobre, la société Ciech a conclu un accord avec Orlen Synthos Green Energy (OSGE) pour analyser la faisabilité du projet de centrales nucléaires modulaires (SMR). L'entreprise a souligné que la coopération avec OSGE s'inscrit dans le cadre de la stratégie du groupe qui vise à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 33 % d'ici 2026, à éliminer progressivement le charbon en tant que matière première pour la production d'énergie d'ici 2033 et à atteindre la neutralité climatique d'ici 2040.

Fin octobre, le voïvode de Poméranie a émis la décision de localisation pour la première centrale nucléaire de Pologne de "Lubiatowo-Kopalino" dans la commune de Choczewo en Poméranie.

#### - *renouvelables*

Le 1<sup>er</sup> octobre, la modification de la loi sur les énergies renouvelables est entrée en vigueur. Elle met en œuvre, entre autres, le cable pooling, un nouveau système de soutien pour les producteurs de biométhane et des avantages pour les clusters et les communautés énergétiques.

Selon des statistiques mensuelles sur l'électricité pour juillet 2023, publiées par l'Agence du marché de l'énergie (ARE), à la fin du mois de juillet 2023, il y avait près de 1,301 M de prosommateurs en Pologne, représentant une capacité installée d'un peu plus de 9,94 GW (contre environ 1,117 M et un peu plus de 8 GW il y a un an).

En octobre, la société Orlen a annoncé le début de la construction du premier parc éolien dans la mer Baltique polonaise et d'un terminal d'installation à Świnoujście. La ferme Baltic Power devrait être mise en service en 2026 avec une capacité de 1,2 GW. Cela lui permettra de produire environ 4 TWh d'énergie par an, ce qui correspond à environ 3 % de la production nationale et à la demande d'environ 1,5 M de ménages. L'investissement est réalisé par Orlen en collaboration avec la société canadienne Northland Power dans le cadre de la première phase du développement de l'offshore polonais. Par ailleurs, en octobre Orlen a reçu la décision finale de la Ministère des Infrastructures d'accorder des concessions pour la

construction de cinq parcs éoliens en mer d'une capacité totale de 5,2 GW dans le cadre de la deuxième phase du développement offshore polonais.

En octobre, la société PGE Polska Grupa Energetyczna et le Fonds national pour la protection de l'environnement et la gestion de l'eau ont signé un accord d'investissement pour financer la construction d'une centrale électrique de pompage turbinage à Młoty d'une capacité prévue d'environ 1 050 MW. L'accord vise à garantir le financement de la construction de la centrale de pompage-turbinage de Młoty.

### **- hydrogène**

Le 12 octobre, a été mise en place la Vallée Centrale de l'Hydrogène regroupant environ 70 entités sur les voïévodies de Sainte-Croix, Łódź, Mazovie du sud et Basses-Carpates nord. Les activités de la vallée vont se baser sur le développement de la production et de l'usage de l'hydrogène en Pologne en prenant en compte toute la chaîne de valeur (construction des électrolyseurs, stockage de l'hydrogène, production de l'énergie électrique). Le même jour, le Ministère du climat et de l'environnement a publié un arrêté sur le financement de l'hydrogène dans le cadre du Plan National de Relance et de Résilience.

## **Environnement**

Fin octobre, la ministre du Climat et de l'Environnement a publié une ordonnance sur la nomination de M. Andrzej Paluch au poste de plénipotentiaire en charge de la gestion de la Forêt Bialowieża, inscrite sur la liste des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO.

### **- qualité de l'air**

Fin septembre, le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) a lancé la 2ème édition du programme « Logement bien chauffé » (Ciepłe mieszkanie) adressé aux habitants des immeubles collectifs. Dans le cadre de ce programme les ménages individuels et les communautés de propriétaires immobiliers peuvent bénéficier d'un cofinancement pour le changement des sources de chauffage et la modernisation thermique. Le budget de cette édition s'élève à environ 1 Md PLN (210 M€). La 1ère édition avec une enveloppe de 750 M PLN (160 M€) a permis d'éliminer les chaudières à charbon dans environ 33 500 locaux d'habitation.

### **- eau**

Le Conseil des ministres a publié fin octobre une résolution concernant l'adoption du « Programme de lutte contre la pénurie d'eau pour la période 2023 - 2027 et perspective 2030 ». Pour rappel, en Pologne, les ressources en eau par habitant sont parmi les plus faibles de l'UE. Selon les données de l'Office des statistiques (GUS), en 2019, le volume des ressources en eau était de 1100 m<sup>3</sup> par personne contre 2 750 m<sup>3</sup> en moyenne européenne.

### **- déchets**

Selon les estimations de l'Inspection de la Protection de l'Environnement, il y a en Pologne plus de 800 décharges illégales de déchets, dont 400 de déchets dangereux. Le coût d'enlèvement de plus de 1,6 Mt de déchets dangereux dépasse 16 Mds PLN (3,4 Mds€). L'élimination de ces déchets est donc problématique vu les frais, mais aussi à cause des capacités insuffisantes des installations de traitement de ce type de déchets.

Le site [portalsamorzadowy.pl](http://portalsamorzadowy.pl) a publié la carte présentant des stations d'incinération mises en service et les projets d'incinérateurs à différents stades d'avancement (cf. graphique ci-contre). Pour rappel, le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau offre un programme de cofinancement des incinérateurs d'un montant total de 6 Mds PLN (1,3 Mds€).



## Transport

### - ferroviaire

Fin octobre, le gouvernement a adopté une résolution relative au matériel roulant pour le projet CPK. Il est prévu que CPK établisse une filiale dont la mission principale sera d'acheter et de gérer le matériel roulant nécessaire pour la desserte des lignes ferroviaires à grande vitesse dans le cadre de CPK. Les dépenses d'investissement estimées pour de nouvelles rames entre 2024 et 2030 devraient s'élever à 8,7 Mds PLN, aux prix du T1 2023 (1,85 Md€), et à un total de 16-20 Mds PLN (3,4 Mds€ - 4,25 Mds€) d'ici 2035. Dans un premier temps, plus de 100 rames électriques seront achetées, qui seront ensuite louées aux opérateurs dans le cadre d'un pool de matériel roulant. À terme, la société pourrait même acquérir 200 nouvelles rames. Selon Marcin Horała, plénipotentiaire du gouvernement en charge du projet CPK, des entreprises polonaises seront impliquées dans la production de ce matériel roulant.

En octobre, Alstom et [le Réseau de recherche Łukasiewicz – Institut de technologie de Poznań](#) ont signé une lettre d'intention dans le domaine des solutions innovantes pour le secteur du transport ferroviaire. Le Réseau de recherche Łukasiewicz réalise des travaux de recherche, de développement et d'innovation en matière de matériel roulant nouveau et modernisé.

### - urbain

En septembre, le Groupe Polsat Plus et ZE PAK (M. Solorz) ont mis en place à Varsovie la première station publique en Pologne de ravitaillement en hydrogène pour les véhicules et bus. Toutefois, le propriétaire n'indique pas d'où vient l'hydrogène vert, et l'électrolyseur correspondant, cofinancé par le Fonds d'innovation, n'est pas encore opérationnel. L'investissement à Varsovie a été réalisé sur ressources propres, mais les 5 autres stations (Gdańsk, Gdynia, Lublin, Rybnik, Wrocław) bénéficient d'un cofinancement du NFOŚiGW à hauteur de 20 M PLN (4,25 M€). Fin octobre, Polsat Plus et ZE PAK ont ouvert la station de Rybnik : 20 bus NesoBus produits par eux dans leur usine à Świdnik, pourront s'y ravitailler.

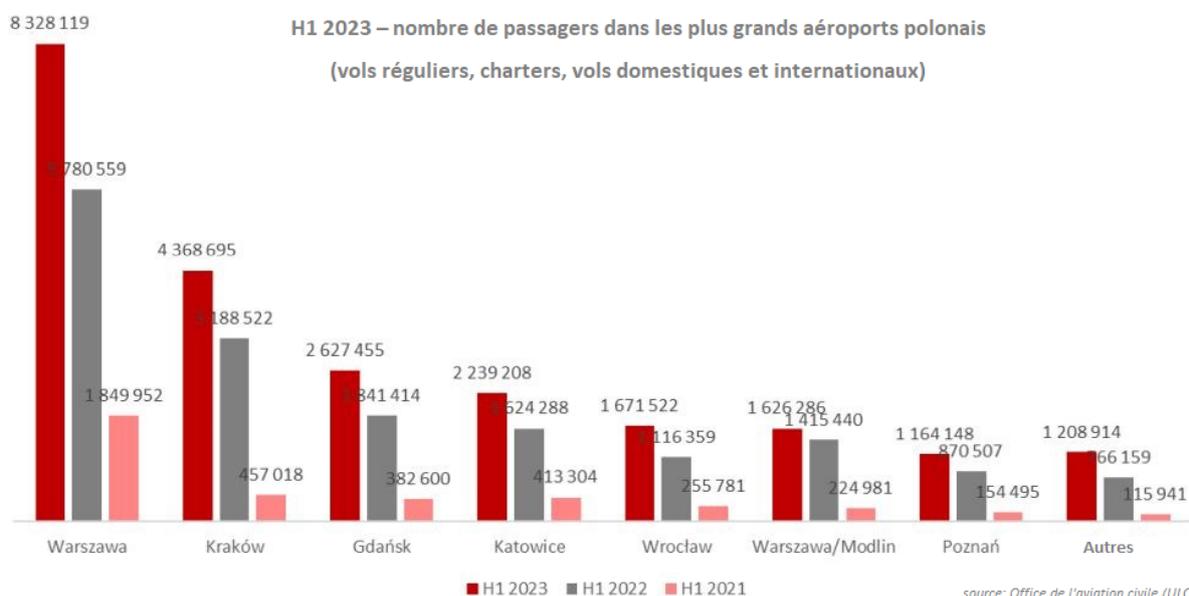
Dans le cadre du développement des solutions smart city, la ville de Varsovie a pris la décision de mettre en place un nouveau système de billetterie de transport en commun. L'objectif est de supprimer la carte municipale de transport (karta miejska), 17 000 composteurs et la nécessité de scanner les codes QR dans les transports en commun, et de mettre en place un

nouveau système de tarification qui permettra de calculer le coût de voyage en fonction de sa longueur. Le 23 octobre la régie de transport a lancé un dialogue compétitif avec la date limite de remise des offres pour le 21 novembre. Le nouveau système qui coûtera des dizaines de millions de zlotys pourrait être opérationnel dans cinq ans.

## - aérien

Début octobre, Michał Fijoł, président de la LOT, a présenté la stratégie de la société pour les années 2024 – 2028. Le document y prévoit 17 M de passagers (contre 8 M en 2022) et 110 avions dans la flotte de l'opérateur (contre 75 actuellement). LOT envisage d'investir avant tout dans les appareils long et moyen-courriers (la compagnie vient de signer avec la société Air Lease Corporation un contrat de leasing des deux Boeing 787 MAX 8). Conformément à la stratégie, LOT ouvrira 20 nouvelles liaisons, entre autres vers les Etats-Unis, le Canada, le Vietnam, la Thaïlande, la Chine, la Corée et le Japon.

Selon les données de l'Office de l'aviation civile (ULC), 23,2 M de passagers ont utilisé les aéroports polonais au cours du premier semestre de cette année, soit 4% de plus par rapport à la même période 2019 et 40% de plus par rapport à la période correspondante en 2022.



La tour de contrôle de l'aéroport CPK sera conçue par le bureau d'architectes polonais JSK Architekci. La tour dont la hauteur maximale pourrait être de 105 m sera le plus haut bâtiment de ce type en Pologne. La valeur du contrat s'élève à 15,5 M PLN (3,3 M€).

## - maritime

Début octobre, le groupe public Węłokoks présent dans le secteur sidérurgique, énergétique (plus grand exportateur polonais de charbon) et logistique a finalisé la reprise à SEA-invest Corporation (Belgique) des 80,43% des actions dans [PPS Port Północny](#) de Gdańsk (Port du Nord), le plus grand port de vrac en Pologne et l'actif clé pour assurer l'importation en Pologne des produits en vrac, en particulier du charbon, du charbon cokéifiable et des minerais de fer. Węłokoks envisage d'augmenter les capacités de transbordement dans le port de 10 à 15 Mt par an et, sur le long terme, à 20 Mt / an. La valeur de la transaction n'a pas été communiquée. Port Północny a été vendu à l'entreprise belge en 2011.

## Infrastructures de transport

La société CPK a désigné Vinci Airports et IFM Global Infrastructure Fund (IFM) comme partenaire privilégié dans le cadre de son concours pour trouver un co-investisseur stratégique. La décision a été prise à l'issue d'un processus de sélection de plusieurs mois parmi les investisseurs privés d'Europe et de la région Asie-Pacifique.

En octobre, des représentants du ministère des Fonds et de la politique régionale, du Centre pour les projets de transport de l'UE et de la société CPK ont signé l'accord relatif au financement de la préparation de la documentation (loi sur l'eau, permis de construction) et à la construction du tronçon ferroviaire de 140 km Varsovie - CPK – Łódź. Cet accord mobilise

l'instrument européen CEF. La valeur de la documentation du projet a été estimée à près de 350 M PLN (79M€), dont 85 % sont financés par l'UE. Pour rappel, la ligne ferroviaire Varsovie-Łódź-Poznań/Wrocław a été incluse dans le corridor de transport européen RTE-T Mer du Nord - Mer Baltique.

Selon les annexes au contrat pour la construction du tunnel de Lodz, les travaux seront plus longs d'un an, beaucoup plus coûteux, mais mieux coordonnés avec le futur tunnel ferroviaire à grande vitesse. Les modifications apportées sont dues à l'inflation et aux problèmes de disponibilité des matériaux de construction et des ouvriers, mais aussi à l'extension des travaux.

Mi-octobre, un tronçon de 19,5 km de la voie express S61 reliant Ostrow Mazowiecka à Śniadow a été ouvert à la circulation. Ainsi le tronçon polonais de Via Baltica est déjà long de plus de 200 km sur les 220 km prévus.

En octobre, le Conseil des ministres a adopté une résolution sur l'établissement d'un programme pluriannuel intitulé "Développement de la basse Vistule". Le document prévoit de financer la construction d'un barrage sur la Vistule au niveau du village de Siarzewo. L'investisseur est la Société nationale de gestion des eaux Wody Polskie. Le gouvernement allouera plus de 7,5 Mds PLN (1,7 Mds€) pour la mise en œuvre de l'investissement.

Le Conseil des ministres a également adopté une résolution sur l'établissement d'un programme de développement « Programme national de transport maritime à horizon 2030 », présenté par le ministre de l'Infrastructure. La mise en œuvre des projets d'investissement du Programme devrait contribuer à accroître le rôle du transport fluvial.

## HONGRIE

### Énergie

La Hongrie a voté contre la proposition de réforme du marché de l'électricité. Selon le secrétaire d'Etat Attila Steiner, la Hongrie ne peut soutenir une réforme qui remettrait en cause la capacité de la Hongrie à subventionner le prix du gaz et de l'électricité et qui réduirait les prérogatives des Etats membres. La Hongrie regrette également que le texte actuel soit défavorable à l'énergie nucléaire.

Le ministère du développement économique a annoncé la mise en place d'un nouveau Fonds de garantie doté de 1 Md€, destiné à soutenir les PME hongroises dans les secteurs de l'économie verte et des nouvelles technologies. Validé par Bruxelles, il permettra de financer davantage d'investissements risqués de long terme, dont l'impact social et économique potentiel est jugé significatif.

Lors d'une visite officielle à Astana, Viktor Orban et Peter Szijjártó ont mis en avant l'importance de la coopération entre la Hongrie et le Kazakhstan en matière d'énergie. La Hongrie a importé 630 000 t de pétrole kazakh cette année et prévoit d'augmenter ces volumes. Dans les prochains mois, MOL va commercer à extraire du gaz dans le champ gazier de Karpovsky, en partenariat avec plusieurs entreprises chinoises.

### - électricité

Selon Eurostat, les ménages hongrois ont bénéficié du prix du gaz le plus bas de l'UE, et du 2<sup>e</sup> prix le plus bas de l'électricité, sur les 6 premiers mois de 2023. **En moyenne, les ménages hongrois ont payé le gaz 3,4€ pour 100 kWh, contre 11,9€ en moyenne dans l'UE.** Pour l'électricité, les ménages hongrois ont payé en moyenne 11,5€ pour 100 kWh, contre 28,9€ dans l'UE.

La consommation d'électricité a de nouveau diminué en septembre, par rapport au même mois l'année passée. Il s'agit du 16<sup>ème</sup> mois consécutif où une telle baisse est observée. Il faut remonter à 2013 pour trouver un mois de septembre lors duquel la consommation a été plus faible que cette année. Cette faible consommation s'explique notamment par des températures élevées en septembre, les plus hautes relevées depuis 1901.

Le ministère de l'énergie a annoncé la mise en place d'un fonds de 62 Mds HUF (164 M€) destiné au soutien à l'installation de technologies de stockage de l'énergie dans l'industrie. Les entreprises pourront bénéficier de subventions ou de compensations de revenus. La Hongrie dispose aujourd'hui de 20 MW de **stockage** et le gouvernement se donne pour objectif de porter ce chiffre à **400 MW d'ici à l'été 2026.**

## - gaz

Les réserves de gaz hongroises sont remplies à 98%, ce qui représente 6,5 Mds m<sup>3</sup> de gaz, soit les deux tiers de la consommation annuelle.

## - énergies fossiles

Les modalités de la taxe sur les ventes des stations-services vont évoluer à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Actuellement, les stations dont les ventes annuelles sont inférieures à 500 M HUF (1,3 M€) ne paient pas cette taxe ; celles dont les ventes sont comprises entre 500 M HUF (1,3 M€) et 30 Mds HUF (79 M€) sont taxées à hauteur de 0,15% ; celles dont les ventes sont comprises entre 30 Mds HUF (79 M€) et 100 Mds HUF (263,1 M€) le sont à hauteur de 1%. En cas de ventes supérieures à 100 Mds HUF le taux est de 4,5%. A partir du 1<sup>er</sup> janvier, le taux sera maintenu à 0% en cas de vente inférieure à 500 M HUF (1,3 M€), et 3% au-delà. L'association des stations indépendantes a critiqué cette mesure qui défavorise les petites et moyennes stations et qui les obligera à augmenter leurs prix et leur fera ainsi perdre des parts de marchés face aux grands groupes.

## - nucléaire

Pour la troisième fois de l'année, la Russie a livré à la Hongrie du combustible pour sa centrale nucléaire de Paks. Le combustible est arrivé en Hongrie via la Bulgarie, puis la Roumanie.

## - énergies renouvelables

La puissance installée des panneaux photovoltaïques a continué de croître à un rythme élevé en septembre. Ainsi, 202 MW ont été ajoutés, parmi lesquels 51 MW de petites installations d'une puissance inférieure à 50 kW. La Hongrie compte désormais 236 676 installations de ce type, traditionnellement utilisées par les particuliers. Du fait du beau temps en septembre, les panneaux solaires ont contribué à la production électrique nationale à hauteur de 17,2%.

## Environnement

Le gouvernement va acheter 126 véhicules électriques et 60 équipements de recharge, à destination des districts scolaires. Tous les districts scolaires bénéficieront d'au moins une station de recharge, dont l'usage sera réservé au personnel desdits districts.

**Le gouvernement a l'intention de demander une dérogation à la Commission européenne en matière de traitement des déchets.** Selon les objectifs fixés par l'UE, les Etats doivent atteindre un taux de traitement des déchets communaux de 55% en 2025 et de 60% en 2030. En Hongrie, ce taux était de 38% en 2018 et n'a guère évolué ces dernières années. Le ministère de l'énergie a jusqu'à la fin du mois de décembre pour formuler et motiver sa demande auprès de l'UE.

## Infrastructures routières

Le gouvernement a présenté un projet de centre logistique de grande envergure qui sera construit au sud de Budapest. D'un coût estimé entre 105 à 134 M€, cette plateforme logistique s'inscrit dans le cadre de la stratégie gouvernementale qui considère la Hongrie comme un carrefour entre l'Est et l'Ouest. Elle fera 68 hectares, et sera située à Budafok et Erd.

L'entreprise énergétique autrichienne OMV va installer 28 bornes de charge rapide pour véhicules électriques. Ces travaux seront pris en charge pour moitié par des fonds européens.

## Transport

### - aérien

Aeroplex, l'entreprise nationale spécialisée dans la réparation des avions, va construire un nouveau centre de maintenance à proximité de l'aéroport de Budapest. Sa valeur est estimée à 5 M€ et devrait conduire à la création de 120 emplois suite à sa mise en service au printemps 2024.

Le nombre de passagers qui transitent par l'aéroport de Budapest a augmenté de 15,6% en g.a en septembre. Le fret aérien est quant à lui en hausse de 11,6%. Sur les 9 premiers mois 2023, la hausse sur un an du nombre de passagers est de 21,2%, mais on constate une baisse de 9,4% par rapport à 2019.

WizzAir s'est vu attribuer le prix de *Global Sustainable Airline of the Year* par le *Center for Aviation*. Lors du précédent exercice budgétaire clôturé en mars, WizzAir a réduit son empreinte carbone de 11% par passager, notamment grâce à la modernisation de sa flotte et à l'arrivée d'Airbus A321neo. La compagnie aérienne se donne pour objectif de réduire de 30% son intensité carbone d'ici à 2030.

## - ferroviaire

La ligne de train Budapest-Győr va fermer du 27 octobre au 17 novembre du fait de travaux de rénovation. Des bus de remplacement vont être affrétés et tous les travaux de rénovation sur l'autoroute M1 seront mis en suspens afin de faciliter la circulation sur les axes parallèles.

## - routier

En visite en Chine au siège de BYD, Péter Szijjártó a annoncé le lancement d'un programme de 156 M€ destiné à promouvoir l'usage des véhicules électriques en Hongrie. La moitié des fonds servira à l'installation de 170 nouveaux chargeurs rapides le long des principales routes, et l'autre moitié sera destinée à des subventions à l'achat de véhicules électriques, à l'intention des auto-entrepreneurs et des entreprises de partage de véhicules.

La compagnie Volanbusz a signé un accord avec Omnibus Hungaria et ECO-Tech ViSiON pour la livraison de 160 nouveaux bus.

# RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

## Énergie

### - nucléaire

**Les trois soumissionnaires pour la construction du réacteur nucléaire de Dukovany 5 - le français EDF, l'américain Westinghouse et le coréen KHNP- ont officiellement remis à l'énergéticien tchèque CEZ leurs offres finales pour cette nouvelle unité**, comprenant en outre une offre non-contraignante pour trois réacteurs supplémentaires. Sur la base d'une évaluation économique, commerciale et technique des offres, CEZ devrait transmettre au gouvernement ses recommandations d'ici mi-février, pour une décision finale attendue au cours de l'année 2024. Pour mémoire, la Tchéquie dispose actuellement de six unités nucléaires réparties dans deux centrales – deux unités d'une puissance de 1 000 MW à Temelin et quatre unités de 500 MW à Dukovany. Selon les prévisions, la nouvelle unité doit être achevée d'ici 2036.

En complément de la mise en route de réacteurs de puissance, **le gouvernement a adopté en conseil des ministres un Plan pour le développement économique de réacteurs nucléaires de petite et moyenne taille (SMR)**. Selon le ministre de l'Industrie et du Commerce, Jozef Sikela, ce plan doit soutenir le développement d'une chaîne de valeur des SMR en Tchéquie, en lien avec le savoir-faire de l'industrie nucléaire nationale et les projets de partenaires étrangers (Rolls-Royce SMR et GE Hitachi sont cités), et présente des modèles d'investissement possibles, le cadre de développement, ainsi que de potentiels lieux d'implantation des futurs SMR (notamment en remplacement de centrales au charbon). La construction des premières unités ne démarrerait cependant pas avant la première partie de la décennie 2030.

Plus d'informations : [MPO](#)

### - prix de l'électricité

D'après les chiffres publiés par Eurostat, **la République tchèque occupait la neuvième place des pays de l'UE où le prix de l'électricité payé par les ménages était le plus élevé au premier semestre de 2023**, à 0,32 c€/kWh (+26% par rapport au S1 2022), soit 11,1% de plus que la moyenne européenne. En tenant compte du salaire médian, la Tchéquie est à la quatrième place des prix les plus élevés de l'électricité, derrière la Lituanie, la Croatie et la Roumanie.

Plus d'informations : [Eurostat electricity and gas](#)

En raison de l'extinction de la prise en charge par l'Etat de la redevance sur les énergies renouvelables (intégrée dans les coûts d'exploitation de réseau électrique), **l'Office de régulation de l'Energie (ERU) a proposé une augmentation significative de la composante « réglementée » des prix de l'électricité à partir de l'an prochain**. Selon les chiffres présentés

par le régulateur, la hausse moyenne du prix réglementé s'établirait autour de 70% sur un an pour les ménages et de 110% pour les gros consommateurs. Jozef Sikéla a déclaré que le prix de détail pourrait toutefois baisser l'an prochain du fait d'une baisse plus importante des prix de l'énergie sur le marché de gros venant compenser la hausse de la part réglementée.

### - biogaz

Dans le cadre des règles de l'UE en matière d'aides d'Etat et après un processus de notification de près de deux ans, la Commission européenne a approuvé le programme tchèque de soutien à la construction et l'exploitation d'usines de production de biométhane durable (nouvelles usines ou par conversion des installations existantes de biogaz), dans lequel l'Etat souhaite investir un montant total de 2,4 Mds€. Le biométhane produit a vocation soit (i) d'être injecté dans le réseau de gaz naturel, soit (ii) d'être livré à une station-service ou à une unité de distribution pour son usage dans les transports ou le chauffage. Le soutien de l'Etat devrait bénéficier en priorité aux PME et aux communautés énergétiques pour des projets d'une capacité installée allant jusqu'à 6 MW, sous la forme d'une prime verte pour chaque MWh de biométhane produit pendant une durée de 20 ans. Au total, 337 M m<sup>3</sup> de biométhane durable devrait être soutenu. D'après l'évaluation de la Commission, ce programme de soutien est jugé nécessaire et approprié, pour mettre fin à la dépendance aux combustibles russes et accélérer la transition verte.

Plus d'informations : [Commission](#)

### - hydrogène

Véolia Energie a lancé les préparatifs d'un projet pilote de production d'hydrogène vert par électrolyse à partir de renouvelables (solaire et biomasse) au sein de sa centrale de chauffage située à Frýdek-Místek en Moravie-Silésie. Ce projet bénéficiera d'une subvention au titre du Fonds européen pour l'innovation. Selon l'entreprise, les capacités de l'électrolyseur, d'une puissance de 2 MW, iront jusqu'à 270 t d'hydrogène par an, un volume qui permettrait de faire fonctionner 30 bus ou 6 trains à hydrogène, ou de servir de substitut à l'hydrogène gris pour l'industrie. La construction devrait avoir lieu en 2025 et la production débuterait début 2026.

Plus d'informations : [Veolia Energie CR](#)

### - fournisseur d'énergie

Véolia Energie a annoncé le lancement de son offre d'approvisionnement en électricité et en gaz à destination des particuliers. L'entreprise s'appuie sur ses capacités de production, son expertise et sa longue expérience auprès des entreprises et des administrations pour entrer sur ce segment du marché énergétique. Veolia Energie est le plus grand distributeur privé de chaleur en Tchéquie avec l'un des plus grands réseaux de chauffage urbain d'Europe centrale (793 km), et fournit chaleur et eau chaude à 580 300 ménages. Elle fournit également de l'énergie à plus de 1 800 entreprises industrielles et 223 établissements du secteur tertiaire, tels que des hôpitaux, des écoles, etc.

Plus d'information : [Veolia Energie CR](#)

## Transports et infrastructures

### - transport ferroviaire

**LGV** : Le groupe EGIS RAIL a **remporté**, en groupement avec le bureau d'études tchèque Sagasta, **un nouveau contrat** portant sur l'étude préliminaire relative au tronçon de 12 km entre Brodek – Prosenice sur la future LGV Brno - Ostrava (permettant une meilleure connexion de la ville d'Olomouc). La valeur du contrat s'élève à 67,5 M CZK (2,8 M€).

**LGV** : Le gestionnaire d'infrastructures ferroviaires Správa železnic a lancé un appel d'offres pour l'élaboration d'une étude portant sur la faisabilité, l'adéquation et l'avantage du recours à un Partenariat Public-Privé (PPP) pour la construction des deux LGV en direction du nord de Brno (Brno – Přerov – Ostrava) et du sud de Brno (40 km entre Brno et Rakvice). La valeur du contrat est estimée à 0,35 M€.

**Prêt record pour la modernisation du réseau ferroviaire** : la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et le ministère tchèque des Finances ont signé un accord de prêt de

992 M€. Ce prêt de la BEI, qui constitue un record pour la Tchéquie, permettra de moderniser le réseau ferroviaire national et de déployer le système européen de gestion du trafic ferroviaire (*European Rail Traffic Management System - ERTMS*). Le financement s'étend de 2023 à 2027.

**Ouverture à la concurrence du marché ferroviaire** : l'opérateur ferroviaire national České dráhy (Chemins de fer tchèques) a remporté le contrat de service public conventionné pour l'exploitation de la nouvelle liaison internationale Prague – Gdynia (Pologne) en coopération avec le transporteur polonais PKP. Le contrat s'élève à 17,8 M€ et s'étend sur la période 2024-2034.

### - transport urbain

**Retour des tramways sur la place Venceslas de Prague après 40 ans** : EUROVIA CS, filiale du groupe VINCI a remporté l'appel d'offres de la Société des transports publics de Prague (DPP) pour la construction d'une nouvelle ligne de tramway sur la place Venceslas. La valeur du contrat s'élève à 50,9 M€ (1,24 Mds CZK). Le lancement des travaux est prévu au printemps 2024, pour une durée de trois ans.

### - transport aérien

**Résultats économiques de l'opérateur Smartwings** : le chiffre d'affaires 2022 de la plus grande compagnie aérienne tchèque, Smartwings, a plus que doublé (+234 %) par rapport à 2021 pour atteindre 19,3 Md CZK (80 M€), soit la deuxième valeur la plus élevée de l'histoire de la compagnie. Le bénéfice a en revanche diminué de 24 % à 478 M CZK (19,6 M€) en raison de la hausse des intérêts sur les prêts contractés lors du COVID-19. En 2022, la compagnie a transporté 5,2 M de voyageurs, soit le double de l'année précédente.

### - infrastructures stratégiques

La Chambre des députés a voté en première lecture un amendement à la loi dite sur les « lignes » qui vise à **accélérer les procédures de mise en œuvre des investissements dans les secteurs identifiés comme stratégiques**, tels que le réseau autoroutier, les LGV, les unités nucléaires, les activités minières, la production de batteries et de semi-conducteurs, l'hydrogène, les infrastructures de communication, etc.

Plus d'informations : [MPO](#)

## SLOVAQUIE

### Gouvernement

Suite aux élections législatives du 30 septembre, le nouveau gouvernement formé par la coalition Smer – Hlas – SNS a été nommé le 25 octobre. La présidente de la République a nommé Robert Fico Premier ministre (quatrième mandat). Mme Denisa Sakova a été nommée vice-Première ministre et ministre de l'Economie (en charge également de l'énergie), M. Tomas Taraba vice-Premier ministre et ministre de l'Environnement, M. Jozef Raz ministre des Transports. Le gouvernement va préciser courant novembre sa politique générale en définissant ses priorités et ses objectifs.

### Énergie

Selon une étude de l'unité analytique du ministère de l'Environnement, les différentes institutions publiques ont diminué leur consommation énergétique de 14,2 % soit des économies de 19 M€. Pour rappel, le gouvernement avait recommandé des mesures pour économiser l'énergie. Les économies les plus importantes ont été atteintes par le ministère de la Justice (Conseil de justice -26,7 %, Parquet général -23,4 %) et de la Culture (-21 %). Les moins performants ont été le ministère de l'Economie (-11,9 %) et des Transports (-11,6 %).

### - électricité

Fin octobre, le Réseau de transmission slovaque, SEPS, a rendu public son étude sur l'adéquation des sources de production d'électricité. Son scénario de base table sur l'achèvement des travaux de construction à Mochovce (bloc nucléaire 4), la hausse légère des énergies renouvelables, la hausse contenue de la consommation d'électricité et le maintien de

la centrale à cycle combiné à gaz à Malzenice (436 MW ; à proximité de la centrale nucléaire Jaslovske Bohunice). Un tel mix permettrait de passer d'un profil légèrement importateur à un profil significativement exportateur. Si les autorités slovaques ne maintenaient pas le fonctionnement de la centrale à cycle combiné, en 2040, les importations pourraient s'élever à 19 % de la consommation annuelle voire à 33 % si la Slovaquie ne parvenait à concrétiser la finalisation de Mochovce 4.

### - gaz

La société semi-publique chargée du transport du gaz sur le territoire slovaque, Eustream (contrôle managérial assuré par le groupe tchèque EPH), a enregistré sa première perte historique pour l'année comptable du 1<sup>er</sup> août 2022 au 31 juillet 2023. En effet, le CA n'a atteint que 226 M€ contre 573 M€ lors de l'exercice précédent avec une perte estimée à 12,6 M€ contre un résultat positif de 264,8 M€ précédemment. Par ailleurs, pendant les années 2013-2022, les profits cumulés ont atteint un montant de 3,3 Mds€ soit une contribution importante au budget national sous forme des dividendes puisque l'Etat détient 51 % au sein d'Eustream. Eustream est fortement impacté par la guerre en Ukraine et par la baisse considérable du transit du gaz russe. Le transit n'a atteint que 17 Mds m<sup>3</sup> pendant l'année comptable contre 60 Mds m<sup>3</sup>/an avant la guerre.

Les ressources européennes contribueront à hauteur de 575 M€ pour couvrir les compensations liées à la hausse des prix de l'énergie pour les ménages vulnérables. Dans cette perspective, le ministère des Transports devrait réaliser un transfert d'une partie de ses fonds européens non utilisés au ministère de l'Economie. Ces fonds européens transférés concernent le programme opérationnel Infrastructures intégrées de la campagne 2014-2020.

En septembre, la consommation de gaz a baissé de 17 % en g.a. En effet, la consommation a atteint 1685 GWh en septembre 2023 tandis qu'elle était de 2032 GWh en 2022. La consommation des ménages s'est établie à 195 GWh, en baisse de 53 %. A l'exception de mai (+11,4 %) et de juin (+3,9 %), la consommation a connu une baisse tout au long de l'année selon les données de SPP – distribucia.

La société SPP-distribucia soutient l'achat par les ménages d'une nouvelle chaudière au gaz à condensation par un bon d'achat maximum de 600€. Sur son site, SPP-Distribucia présente les chaudières qui peuvent faire l'objet d'une telle subvention.

### - nucléaire

Le 6 novembre, la Chambre de Commerce Franco-Slovaque a organisé une conférence sur les perspectives d'une supply chain européenne dans le nucléaire en présence des principaux acteurs tant français (EDF, Framatome, Assystem) que slovaques (Slovenske elektrarne, JAVYS, JESS, VUJE, PPA Energo). Ont été traités également des sujets relatifs aux SMR et aux projets nucléaires dans les deux pays.

Les 6 et 7 novembre, la Commission européenne en coopération avec le ministère de l'Economie slovaque a organisé la **16<sup>ème</sup> édition du forum nucléaire ENEF** qui se tient alternativement à Bratislava et à Prague. La ministre de la transition énergétique, **Mme Agnès Pannier-Runacher, a également participé à ce forum**. Le forum a été ouvert par les discours des premiers ministres slovaque et tchèque qui ont rappelé l'importance de l'énergie nucléaire dans le mix énergétique des deux pays ainsi que l'importance du nucléaire dans la production d'électricité bas carbone. Le premier ministre slovaque a également confirmé les prochains grands projets nucléaires dans le pays. La commissaire Kadri Simson a articulé son discours autour de trois enjeux : (1) sécurité et soutenabilité des prix ; (2) les enjeux climatiques ; (3) le rôle leader de l'UE et son autonomie industrielle notamment pour les technologies avancées dans le domaine des petits réacteurs modulaires. La ministre de la Transition énergétique Mme Pannier-Runacher a souligné l'engagement du gouvernement français dans le nucléaire par le lancement de 6 projets nucléaires (+ 8 en option). Mme Pannier-Runacher a rappelé l'importance du nucléaire dans la décarbonation et également sa contribution positive à l'atténuation de l'impact social des prix des énergies élevés. Enfin, la ministre a évoqué le sujet du financement et le besoin de l'implication des institutions financières européennes.

En marge d'ENEF, **le ministère de l'Economie slovaque a organisé une nouvelle réunion des membres de l'Alliance pour le nucléaire**, initiative lancée par la France. La ministre Mme Pannier-Runacher a coprésidé la réunion avec son homologue slovaque.

*Pour plus d'informations, consultez le [communiqué de presse conjoint de la réunion](#).*

La nouvelle ministre slovaque Mme Denisa Sakova s'est entretenue avec Mme Pannier-Runacher. Une conférence de presse très suivie par les médias slovaques a été organisée à l'issue de l'entretien. A cette occasion, ont été abordés les négociations pour la livraison du combustible nucléaire de Framatome pour les centrales nucléaires slovaques et les nouveaux projets dont la nouvelle centrale nucléaire et les SMR.

Le 6 novembre, le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, M. Rafael Grossi, s'est rendu en Slovaquie pour rencontrer les autorités slovaques et visiter le site de la centrale nucléaire de Mochovce. Le directeur général était accompagné de la nouvelle vice-Première ministre et ministre de l'Economie, Mme Denisa Sakova ainsi que de la présidente de l'Autorité de sûreté nucléaire, Mme Marta Ziakova et du directeur général de Slovenske elektrarne, M. Branislav Strycek. La ministre slovaque a souligné l'importance de l'énergie nucléaire en tant que source d'énergie stable, sûre et neutre en carbone. Elle a rappelé que l'engagement slovaque pour trouver des fournisseurs alternatifs de combustible nucléaire se poursuivait avec Framatome après la signature du contrat avec Westinghouse. Le directeur général de Slovenske elektrarne a indiqué que grâce au lancement du troisième bloc nucléaire à Mochovce, sa société devrait connaître de meilleurs résultats financiers. Il a aussi confirmé que les barres d'uranium devraient être introduites dans le quatrième réacteur en 2025 et que l'ensemble des travaux sur les deux blocs 3&4 devraient coûter au total 6,3 Mds€.

### **- énergies renouvelables**

Le 20 octobre, le ministère de l'Economie a publié un appel à projets pour le soutien à la construction de nouvelles centrales utilisant une forme d'énergie renouvelable et pour le soutien au renforcement de la flexibilité des réseaux électriques par l'intermédiaire d'une intégration plus élevée des énergies renouvelables (via des systèmes de batteries). L'appel est ouvert jusqu'au 15 janvier et dispose d'une enveloppe de 63,7 M€. Le soutien maximal s'élève à 2,5 M€ pour une centrale électrique et à 5 M€ pour chaque nouvelle installation de production d'électricité à partir des énergies renouvelables associée à des batteries.

*Pour plus d'informations : [MHSR](#)*

## **Transport**

### **- routier**

Le ministère des Transports veut utiliser l'instrument financier européen « CEF Transport Military Mobility » doté de 790 M€, pour trois projets. Le premier concerne le contournement nord de Presov (est, 3<sup>ème</sup> ville du pays) dont les travaux seront assurés par Eurovia (groupe Vinci, voir la veille de septembre), ainsi que la phase préparatoire du projet de voie express R4 vers la frontière avec la Pologne, travaux liés à la réalisation de Via Carpathia (178 M€ demandés). Le second concerne la prolongation de l'autoroute D1 (documentation pour les 75 km entre Kosice – Bidovce et la frontière ukrainienne, et tronçons manquants entre Bratislava et Kosice sur la D1). La subvention demandée serait de 17 M€. Enfin, les autorités slovaques demandent 10 M€ pour ajuster l'infrastructure de l'aéroport de Kosice au double usage civil et militaire.

### **- aérien**

Pendant les trois premiers trimestres de l'année, l'aéroport de Bratislava a compté 1,5 M de passagers. Selon les prévisions, le nombre de passagers devrait atteindre 1,8-1,9 M en 2023. Pour mémoire, le nombre de passagers a dépassé le seuil de 2 M avant la pandémie de covid. La direction rappelle que la guerre en Ukraine représente un manque de 300 000 passagers.

L'aéroport de Kosice s'est bien rétabli de la crise pandémique. Il a connu historiquement sa meilleure saison d'été du fait des 191 407 passagers des vols charters saisonniers de mai à octobre, soit une hausse de 18 % par rapport à l'année dernière et de 6 % par rapport à la saison d'été de 2019. Parmi les principales destinations : Antalya en Turquie, Larnaka à Chypre, Hurghade en Egypte, Rhodos en Grèce et Burgas en Bulgarie. En prenant en considération tous les vols, de janvier à octobre, l'aéroport de Kosice a accueilli 559 282 passagers soit + 15 % par rapport à l'année dernière.

# LITUANIE

## Énergie

### - électricité

**La cour constitutionnelle lituanienne s'oppose à la limite de 2GW pour les parcs solaires.** La limite de 2GW pour les parcs solaires, adoptée en juin 2022 sans préciser ce qui devait advenir des projets déjà en cours et dépassant cette limite, a été jugée anticonstitutionnelle par la cour constitutionnelle lituanienne, dans une décision actée le 7 novembre. Les projets mis à l'arrêt suite à l'adoption de cette limite devraient donc pouvoir reprendre. Le gouvernement avait justifié cette dernière par le risque de saturation du réseau électrique.

**L'office national d'audit a constaté un trop-perçu de 160 M€ auprès des consommateurs lituaniens d'électricité.** Après avoir mené une enquête sur les paiements effectués par les consommateurs d'électricité auprès de la société étatique ESO en 2016-2021, l'office national d'audit a annoncé un montant de 160 M€ de trop-perçu. Selon M. Renaldas Radvila, directeur de ESO, cette divergence s'explique par l'interprétation différente de la méthodologie de calcul des tarifs entre le régulateur du secteur de l'électricité (VERT) et l'entreprise ESO. Il a proposé de rembourser aux consommateurs le montant identifié avec un intérêt de 40 M€, soit 200 M€ au total, sur une période de quinze ans.

### - énergies renouvelables

**L'office national d'audit pointe du doigt la lenteur du développement des énergies renouvelables en Lituanie.** À l'occasion de la présentation des résultats de son audit « gestion du secteur de l'électricité », l'office national d'audit a constaté que la part d'origine renouvelable de l'électricité consommée par la Lituanie en 2022 n'était que de 25,5%, alors qu'elle aurait dû atteindre les 30% en 2020. Ce retard est notamment dû aux disruptions des chaînes d'approvisionnement liées à la pandémie de Covid-19. D'autres problèmes sont soulignés, comme le manque d'harmonisation des cibles pour 2030 et la détérioration de la qualité des infrastructures (plus de la moitié des câbles électriques terrestres excèdent de 14 ans en moyenne leur durée de vie).

### - nucléaire

**Alvora conteste sa mise à l'écart d'un projet de construction d'un entrepôt de stockage des déchets radioactifs.** L'entreprise lituanienne Alvora a annoncé qu'elle allait contester la décision du gouvernement lituanien de l'écarter du contrat d'une valeur estimée à 100 M€ pour la construction d'un entrepôt de stockage des déchets radioactifs à vie courte dans le cadre du démantèlement de la centrale nucléaire d'Ignalina. Mi-septembre, la commission gouvernementale en charge des contrats stratégiques avait constaté que le contrat avec Alvora ne pouvait être conclu pour des raisons de sécurité nationale. A l'heure actuelle, une enquête est en cours pour déterminer si Alvora, qui avait participé comme sous-traitant à la construction du gazoduc polono-lituanien (GIPL), n'a pas utilisé de composants d'origine russe.

## Transport

### - aérien

**Augmentation du trafic dans les aéroports lituaniens.** Au mois d'octobre, les aéroports lituaniens ont transporté 597 000 passagers, soit 9% de plus qu'en octobre 2022. Cette augmentation est tirée par l'aéroport de Vilnius, qui affiche une croissance de 11% à 451 500 passagers, ce qui constitue sa meilleure performance en 2023. En revanche, le fret aérien s'est établi à 1787 t à l'échelle du pays, soit une baisse de 11%.

## Infrastructure

### Baisse persistante du trafic de marchandises et perspective de reprise pour le port de Klaipėda

En 2022, le trafic de marchandises dans le port de Klaipėda s'est établi à 36 Mt, soit 21% de moins qu'en 2021 (45,6 Mt). D'après le directeur de l'autorité du port, cette tendance baissière devrait se poursuivre cette année avec 33 Mt de trafic (-8%) et en 2024 avec 31 Mt (-6%), avant de s'inverser en 2025, grâce à la reprise économique lituanienne. À l'heure actuelle, le trafic est

en baisse de 11% en glissement annuel (27 Mt) sur les dix premiers mois de 2023, principalement en raison de l'arrêt du transport d'engrais biélorusses, ce que compense partiellement l'augmentation des flux de blé et de GNL.

### Le port de Klaipėda pourrait investir en Ukraine et au Brésil

L'autorité du port de Klaipėda serait disposée à contribuer à la reconstruction des ports ukrainiens et à établir une présence de long terme dans le pays, d'après le directeur A. Latakas, qui n'exclut pas non plus de nouveaux investissements dans d'autres pays comme le Brésil. Cette internationalisation est rendue possible par le statut de société par actions que l'autorité du port a acquis cette année.

## LETTONIE

### Énergie

A partir du 1<sup>er</sup> décembre 2023, le tarif de transport de gaz de l'opérateur de transport et de stockage de gaz naturel Conexus Baltic Grid (Conexus) augmentera de 37,3%. L'impact sur la facture globale des consommateurs de gaz naturel ne devrait pas dépasser de 0,5% à 1,1 % en moyenne.

### Infrastructure

L'entreprise énergétique Latvenergo, développera sous l'enseigne "Elektrum Drive" un réseau de recharge ultra-rapide pour les véhicules électriques sur les routes du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) en Lettonie et plus tard dans les pays voisins. Grâce au financement de la Connecting Europe Facility (CEF), 35 stations de recharge avec 136 bornes de charge seront installées d'ici 2026. Chaque station aura quatre bornes de recharge d'une capacité minimale de 150 kW, tandis que deux stations, à Daugavpils et à Ventspils, vont être équipées de deux bornes de recharge d'une capacité minimale de 350 kW chacune, adaptées à la recharge des véhicules de transport de marchandises. Le projet fait partie du plan de développement du réseau de recharge baltique réalisé par "Elektrum Drive", qui prévoit la mise en place de 1 200 points de recharge publics d'ici 2026 et de 3 000 d'ici 2030.

Après trois ans de construction, le tronçon de voie rapide de 17 km entre Riga et Kekava (Kekava bypass) de l'autoroute E67/A7 Riga – Bauska – frontière avec la Lituanie, a été ouvert à la circulation le 13 octobre 2023. Le coût total de ce contrat de partenariat public-privé (PPP), signé avec le groupement d'entreprises « Kekava ABT » pour une durée de 20 ans, a représenté 250 M€ hors TVA.

L'aéroport international de Riga vient de lancer la première étape de l'appel d'offres portant sur la construction du nouveau terminal passagers d'une superficie de 45 000 m<sup>2</sup>. Il s'agit de la procédure de préqualification des candidats pour la construction du nouveau bâtiment du terminal, du centre de traitement et de tri des bagages, de nouvelles voies d'accès, d'un parking aérien et de la connexion de l'aéroport avec la gare Rail Baltica. La construction du nouveau terminal, dont le coût total est estimé à 167 M€, devrait débuter à la fin de l'année 2024 et durer quatre ans. Le délai de remise des offres est le 13 décembre 2023.

### Transport

Lors des dix premiers mois de cette année, l'aéroport international de Riga a accueilli 5,7 M de passagers, en hausse de 26% par rapport à la même période en 2022. En octobre, le nombre de passagers a atteint 625 000, ce **qui dépasse pour la première fois le niveau d'avant crise pandémique en 2019**. Les voyageurs en transit ont représenté 20% de tous les passagers passés par l'aéroport de Riga entre janvier et octobre 2023.

### Environnement

Le taux de la taxe sur les ressources naturelles sera progressivement augmenté de presque 37% au cours des trois prochaines années. Le taux d'imposition pour les déchets ménagers et industriels qui ne sont pas considérés comme des déchets dangereux passera ainsi de 95 €/t actuellement à 110 €/t en 2024, à 120 €/t en 2025 et à 130 €/t en 2026. Le taux de la taxe sur l'enfouissement des déchets dangereux augmentera de 100 €/t actuellement à 135 €/t en 2026. La taxe sur les ressources naturelles sur les véhicules à moteur importés en Lettonie sera doublée et passera de 55 € à 110 €.

# ESTONIE

## Énergie

La Cour Suprême d'Estonie a annulé le permis de construire accordé à Enefit Power, filiale du premier opérateur électrique du pays, pour la construction d'une nouvelle centrale destinée à produire de l'huile à partir de schiste bitumineux. Enefit, entreprise d'État estonienne de production d'énergie, a débuté en 2020 la construction d'une nouvelle centrale de schiste bitumineux à Auvere dans la région nord-est du pays, près de la frontière russe. Or, la même année, l'ONG Loodusvõlu, une organisation environnementale représentant les jeunes citoyens, a attaqué en justice le permis de construire fourni et a été déboutée à deux reprises avant de pouvoir présenter son dossier à la Cour Suprême estonienne (équivalent du Conseil d'État en France). **Le permis de construire a finalement été annulé par la Cour Suprême le 11 octobre 2023 à cause « d'erreurs dans l'évaluation de l'impact environnemental »,** en particulier sur une réserve voisine d'oiseaux. La Cour Suprême a appelé à une nouvelle planification et à une plus grande prise en compte des objectifs de l'Accord de Paris en matière de limitation de la température planétaire et des émissions de gaz à effet de serre.

Enefit a toutefois obtenu l'autorisation gouvernementale de déposer une nouvelle demande de permis de construire une fois les lacunes comblées. La Première ministre Kaja Kallas (Réforme) s'est prononcée en faveur d'une modification de la loi pour permettre de fixer une limite temporelle au permis d'exploitation, en 2035 pour répondre aux objectifs climatiques. 65% des 353 M€ du coût de construction auraient déjà été investis.

### - électricité

La **production estonienne d'électricité est en baisse de 48,8%** par rapport à septembre dernier. C'est toutefois 7,7% de plus qu'au mois dernier, en août 2023. Les raisons principales de cette diminution seraient la baisse de la demande d'électricité sur le marché, en raison notamment des températures plus élevées que l'année passée. En septembre, 405 GWh ont été produits dont 56,4 GWh d'énergie éolienne et 65 GWh d'énergie solaire. Sur l'intégralité du troisième trimestre, **un tiers de la consommation estonienne d'énergie provient des énergies renouvelables.**

### - énergies renouvelables

Nordecon, un des plus gros groupes du secteur de la construction en Estonie, et Bioforce, entreprise estonienne tournée vers les solutions énergétiques vertes, ont signé un contrat pour **la construction d'une usine de biométhane à Laatre** dans la région de Valgamaa au sud du pays. Le coût du projet est d'environ 3 M€ hors taxe et le projet devrait être achevé à l'été 2024. En Estonie, **un quart des bus utilisés pour les transports publics du pays sont déjà alimentés au biométhane**, solution moins coûteuse que les bus électriques. Plus précisément, l'intégralité des bus de Tartu fonctionnent au biométhane ainsi que les deux tiers de ceux de Tallinn. Lors de la réunion des Ministres du climat européens du 16 octobre, l'Estonie a d'ailleurs défendu le **report de 5 ans (de 2030 à 2035) de la fin de la production de bus au biométhane.**

## Transports

**Dans le cadre du projet international Rail Baltica, les travaux de construction débutent en Estonie.** A l'extrémité nord du tracé de la ligne, la construction du terminal de Ülemiste à Tallinn a débuté au mois d'octobre. Les travaux devraient y être achevés à la fin 2026. La construction du terminal de Pärnu, deuxième ville estonienne desservie par le projet, a déjà débuté et la phase 1 de sa construction est achevée. Le coût de construction des terminaux est estimé à 65 M€. Le tracé de la ligne a été déterminé et des appels d'offre devraient être lancés dès 2024. Des viaducs et des ponts routiers sont également en cours de construction.

Dans le cadre de la nomination de Tartu, deuxième ville d'Estonie, comme capitale européenne de la culture 2024, **l'entreprise ferroviaire estonienne Elron a annoncé vouloir lancer une ligne Tartu-Riga pour 2024.** Les autorités aimeraient que le trajet dure moins de 3h30. Le gouvernement estonien aurait mis 300 000€ à disposition de ce projet. La Lettonie s'est montrée plus prudente, en avançant des problématiques de rentabilité. En marge du projet à grande vitesse Rail Baltica dont l'ouverture est prévue en 2030, la connectivité des capitales baltes est un enjeu important. Il n'existe pour l'heure aucune ligne ferroviaire reliant l'Estonie et la Lettonie, à l'exception d'une ligne lettone desservant la ville frontalière de Valga.

# Agenda

24 novembre 2023	« <u>Open Day</u> » à l'occasion de l'appel d'offres sur la construction du nouveau terminal passager, à l'aéroport de Riga
Du 27 au 28 novembre 2023	<u>3<sup>rd</sup> 3W CONGRESS</u> , à Varsovie
Du 4 au 8 mars 2024	<u>French Mobility Days 2024 - Pologne et Roumanie</u> , à Varsovie et Bucarest
Du 5 au 7 mars 2024	<u>Rencontres d'affaires avec les acheteurs du secteur de la Biomasse et de l'Energie 2024 - Pologne</u> , en ligne et à Varsovie
Du 11 au 14 mars 2024	<u>French Defense, Security &amp; Cybersecurity Tour 2024 - République tchèque, Slovaquie et Roumanie</u> , à Prague et Bucarest
Du 10 au 13 juin 2024	<u>French Water Tour 2024 - Pologne et Roumanie</u> , à Varsovie et Bucarest

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie  
Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallin

Abonnez-vous : [noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr](mailto:noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr)